

*L'Adresse—M. de Jong*

Nous avons entendu le même genre de beaux discours en Saskatchewan, monsieur le Président. L'ironie du sort dans cette province, c'est que depuis l'élection d'un gouvernement conservateur en 1982, le déficit accumulé atteint actuellement près de un milliard de dollars. C'est supérieur à tous les déficits antérieurs de la Saskatchewan. Les conservateurs de la Saskatchewan arrivés à ces résultats tout en sabrant dans les programmes sociaux, dans les crédits scolaires, dans les programmes de construction de routes, dans les programmes d'immobilisation et tout en vendant nos ressources et nos sociétés de la Couronne.

On doit se demander comment les conservateurs ont pu augmenter le déficit en prétendant rechercher le résultat contraire. Ils se sont retrouvés avec le plus gros déficit de l'histoire de la Saskatchewan, alors qu'ils avaient pendant la même période diminué le budget consacré aux programmes sociaux. Ils sont arrivés à ce résultat parce qu'ils ont accordé des tas d'avantages fiscaux à un grand nombre de riches, particulièrement dans l'industrie pétrolière, au point où les habitants de la Saskatchewan se retrouvent aujourd'hui avec une dette d'environ un milliard, que nous et nos enfants devront rembourser dans les années à venir.

Tout cela repose sur une théorie économique absurde qui provient de la Chicago School of Economics et dont M. Friedman est le grand défenseur. Cette théorie, qu'on pourrait appeler la théorie des retombées, consiste en gros à dire que, si l'on donne beaucoup d'avoine à un cheval, le moineau finira par en profiter. Si l'on accorde aux entreprises beaucoup d'avantages fiscaux et de subventions, tout cet argent servira à augmenter la production, créant ainsi des emplois, et tous les bénéfices supplémentaires seront redistribués dans le circuit économique. Par conséquent, les gens auront plus d'argent pour acheter les biens et les services dont ils ont besoin. Eh bien, monsieur le Président, comme nous avons pu le constater en Saskatchewan, en Colombie-Britannique, en Grande-Bretagne et au Chili, où cette expérience est allée le plus loin, tout cela mène au chômage massif, à la déflation et au chaos économique. Visible-ment, cette théorie ne marche pas du tout.

L'autre question sur laquelle nous devons nous pencher, monsieur le Président, c'est celle des taux d'intérêt et d'une politique typiquement canadienne dans ce domaine. Malheureusement, rien dans le discours du trône ni dans l'exposé financier du ministre des Finances ne permet de penser que le gouvernement est disposé à appliquer une politique indépendante permettant de fixer véritablement les taux d'intérêt au Canada. Les membres du gouvernement libéral précédent affirmaient aux députés du Nouveau parti démocratique que leur proposition était utopique et qu'il était impossible d'avoir une politique indépendante dans ce domaine. Nous ne partageons pas cet avis, monsieur le Président. N'est-il pas surprenant que les représentants des provinces, lorsqu'ils se sont réunis en Nouvelle-Écosse cet été, aient demandé au parti qui formerait le nouveau gouvernement d'adopter une politique canadienne indépendante en matière de taux d'intérêt?

Les taux d'intérêt sont élevés. Ils ont diminué légèrement ces derniers temps, mais le taux d'intérêt réel demeure à un niveau sans précédent. D'ordinaire, le taux d'intérêt est de 2 p. 100 supérieur au taux d'inflation. Or, le taux d'inflation est d'environ 4 p. 100 à l'heure actuelle. Pourquoi le taux d'intérêt n'est-

il pas de 6 p. 100? A la rigueur, j'admettrais un taux d'intérêt de 7 p. 100, monsieur le Président. A ce taux de 7 p. 100, nous pourrions résorber notre déficit. A ce taux de 7 p. 100, les jeunes pourraient par ailleurs s'acheter une maison ou une voiture, voire même se lancer en agriculture ou pratiquer la pêche. Un taux de 7 p. 100 serait raisonnable, et nous serions les témoins chez nous d'une certaine activité économique.

Si le taux d'intérêt n'est pas de 7 p. 100, c'est en raison essentiellement du déficit du gouvernement américain. Ce déficit est si élevé à l'heure actuelle que toute l'épargne américaine arrive à peine à assurer le service de sa dette. Et s'il est si élevé, c'est en partie à cause de la course aux armements qui absorbe tous les capitaux du monde. Elle est en train de ruiner les économies, non seulement celles des pays occidentaux, mais aussi vraisemblablement celles des pays socialistes de l'Est. Le billion de dollars que le monde gaspille en armements et en engins de mort est en train de le mener à sa faillite économique.

Les besoins en capitaux du gouvernement américain sont si grands que pour assurer le service de sa dette, il doit accaparer les capitaux du Canada, de l'Europe occidentale et du reste du monde. Le seul moyen pour lui d'y parvenir, c'est de renforcer le dollar américain et de maintenir les taux d'intérêt élevés aux États-Unis. Ainsi, si nous voulons limiter chez nous l'exode des capitaux, nous sommes obligés de hausser nous aussi notre taux d'intérêt. C'est exactement ce qui se passe, monsieur le Président. Nous maintenons nos taux d'intérêt élevés, et les seuls qui bénéficient de la situation sont les banquiers et les financiers internationaux. Ils s'en donnent à cœur joie, monsieur le Président.

N'est-il pas grand temps que nous ayons au Canada un gouvernement qui ait la détermination politique de dire: «Nous refusons de jouer comme par le passé à ce petit jeu. Nous refusons de nous soumettre à ce chantage. Nous entendons appliquer chez nous une politique des taux d'intérêt qui soit autonome. Nous entendons conserver nos capitaux chez nous.» N'est-il pas grand temps que nous ayons au Canada un gouvernement qui ait suffisamment d'estomac politique pour obliger les banques et les multinationales à conserver chez nous les bénéfices qu'elles y ont réalisés au cours de l'année? Le gouvernement devrait imposer le contrôle des changes et empêcher les capitalistes d'exporter leurs capitaux là où ils pourraient rapporter gros. Il est grand temps que les banquiers et les grandes sociétés de notre pays assument leur responsabilité à l'égard de l'économie et du bien-être de notre pays. Le nouveau gouvernement n'en parle toutefois pas du tout, monsieur le Président.

En préparant mon discours, j'ai consulté certains des vieux dossiers, et je suis tombé sur un document très pertinent à l'heure actuelle. Il s'agit de la déclaration des évêques, parue le 5 janvier 1983. Ils parlent de la stratégie actuelle. En janvier 1983, le gros problème était l'inflation. Les évêques ont notamment dit ceci:

Les problèmes structurels et moraux que nous venons d'identifier risquent de se trouver au sein même de la stratégie actuelle de relance économique mise en œuvre au Canada. Comme le révèlent de récentes déclarations, l'objectif premier consiste à rétablir la rentabilité et la concurrence de certaines industries canadiennes et d'assurer, dans tout le pays, de meilleures conditions pour les investissements privés.